

DES JOURNALISTES BITOSARDS TOGOLAIS CHEZ YAYI BONI

DIRECTEUR PAR INTÉRIM : TCHAKADA M. VIVIEN

Prix: 250 FCFA



234 09 64 / 221 09 32 / 919 66 68 / 970 57 68 Email: ladepeche@hotmail.com

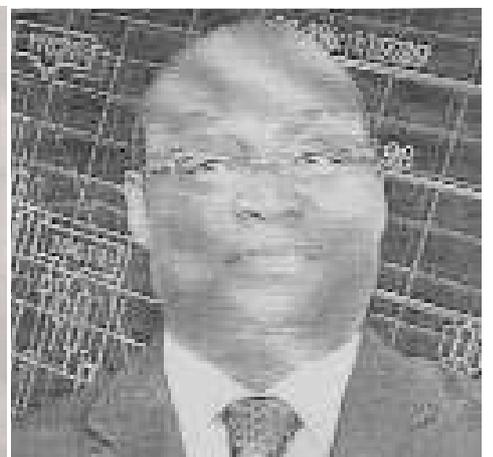
Hebdomadaire Togolais d'Informations, d'Analyses et de Publicités
18^e année - N°573 du 1er jun 2011

Développement à la Base
**KÉTAO, LE 1^{er} MARCHÉ
DU TOGO OUBLIÉ** P6

Sommet de l'UEMOA à Lomé

- PARI GAGNÉ POUR LE PRÉSIDENT FAURE
- M. TIEMOKO KONÉ, NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BCEAO

P3



M. Tiemoko Koné Nouveau gouverneur de la BCEAO

LA FACE CACHÉE DES RELATIONS ENTRE LES FAMILLES GNASSINGBÉ ET FABRE

Crise Libyenne

- LE SÉNÉGAL, LE PONT AVANCÉ DE L'IMPÉRIALISME
S'ALIGNE SUR LES POSITIONS DES OPPRESSEURS
- CASAMANCE ET BENGHAZI,
MÊME COMBAT P4



Grands Travaux d'Infrastructures Routières LE PRÉSIDENT FAURE A LANCÉ OFFICIELLEMENT

LES TRAVAUX DE
RÉHABILITATION
DU TRONÇON
ANÉHO-SANVEË CONDJI P2



22 ans après sa mort

LA CIA ET LA FRANCE DERRIÈRE
L'ASSASSINAT DU
CAPITAINE SANKARA



Lutte contre la prolifération des armes légères

Les réfugiés ivoiriens sensibilisés sur la détention illégale des armes

La Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération illicite des Armes Légères et de petits calibres (CNLPAL) a initié, dans le cadre de ses activités, une tournée de sensibilisation sur toute l'étendue du pays à l'intention des réfugiés et déplacés de guerre ivoiriens. Organisée en concertation avec les ministères de la Sécurité, de l'Action Sociale, des Affaires étrangères et avec la collaboration du Centre National d'Assistance aux Réfugiés (CNAR), la première étape de cette sensibilisation a eu lieu le 26 mai 2011 à Avépozo et au CNAR à Lomé pour les réfugiés urbains. C'est en présence des représentants des trois ministères précités, de celui de l'Administration territoriale, des membres de la commission et des organisations d'assistance aux réfugiés et surtout de les amener à œuvrer à la préservation du climat de paix et de bon voisinage avec les autochtones. Dans ses propos, M. Edmond Lalle, directeur de cabinet du ministère de la Sécurité, a au nom du gouvernement adressé un message de soutien moral et d'en-

couragement aux réfugiés et leur a prodigué des conseils. Il les a invités à collaborer avec leur entourage en développant le bon voisinage, la courtoisie et le respect des lois du pays. Au cours de leur déplacement et fuite, bon nombre de réfugiés, dans l'intention de se défendre contre d'éventuelles attaques, ont emporté avec eux des armes. Ces armes sur notre territoire constituent des dangers et des menaces pouvant inciter à des tentatives de règlement de comptes, d'attaques à des réseaux armés troublant la quiétude des réfugiés eux-mêmes et des autochtones. En vue de préserver la sécurité, il a invité les Ivoiriens détenteurs de ces armes à les remettre volontairement aux autorités compétentes. Pour le président de la CNLPAL, le colonel Nadjombé ALLI, les autorités, sensibles à la situation des réfugiés, ont engagé une action pour assurer leur sécurité et leur protection. Cette sécurité doit être d'abord entretenue par les réfugiés eux-mêmes à travers un comportement citoyen et en se débarrassant de tout ce qui pourrait conduire à la haine, à la division et à la violence. Selon lui, au-delà des incompréhensions et des malentendus, les

armes à feu et les armes blanches conduisent à des affrontements armés, à des tueries, à la déstabilisation d'un pays et à la guerre. La paix au Togo est par ailleurs le fruit de la lutte farouche que la CNLPAL mène contre la prolifération, la circulation, le trafic illicite et le mauvais

(gendarmérie, police, CNLPAL, ministère de la Sécurité...), car un réfugié surpris en détention ou en possession de ces armes illicites et non déclarées sur le territoire perd automatiquement son statut de réfugié et tombe sous le coup de la loi. Selon le coordonnateur national des

enregistrés et bénéficiant du statut de réfugié collectif accordé par le gouvernement. Il a signalé la naissance de petites tensions et des menaces de règlement de compte entre les réfugiés, mais la forte présence des agents de sécurité sur le site d'Avépozo et les efforts qu'il entreprend avec ses collaborateurs permettent de créer un climat stable. Cette démarche des autorités est salubre, car elle permettra d'éviter des situations regrettables et d'assurer le bien-être des réfugiés ainsi que des populations. Après les indications sur les procédures à suivre pour la remise des armes, la délégation a procédé à la remise d'un don de vivres composés de sacs de riz, de cartons de tomates et de cartons d'huile. Il faut rappeler que le HCR prend une part importante dans la prise en charge de ces réfugiés et dans la construction de logements décentes pour les accueillir. D'autres sensibilisations de ce genre sont également prévues dans les jours à venir par la CNLPAL à l'intérieur du pays où se trouvent d'autres réfugiés et déplacés de guerre de la récente crise postélectorale en Côte d'Ivoire.

Simplice BAM



usage des armes à feu. Il a invité aussi les réfugiés ivoiriens détenteurs de ces armes à une remise volontaire de ces engins de la mort aux services de sécurité du Togo

réfugiés, M. Nadjio, 60 à 80 réfugiés ivoiriens en moyenne entrent chaque jour sur le sol togolais, la plupart fuyant les règlements de comptes. Au total 5170 réfugiés sont déjà

Corridor Abidjan-Lagos

Le Président Faure lance officiellement les travaux de réhabilitation du tronçon Aného-Sanvee Condji

Dans le cadre du projet de Facilitation du Commerce et du Transport le long du corridor Abidjan-Lagos, le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a procédé le 26 mai dernier, au lancement officiel des travaux pour le compte du tronçon Aného-Sanvee Condji (frontière Bénin).

En effet, cette portion de la route constitue un point de passage important en matière de commerce entre le Togo et les autres pays de la sous-région. Financés par la Banque

de vue économique, constitue le trafic le plus élevé en Afrique Occidentale et Centrale. Par ailleurs, l'enregistrement des mouvements a relevé que plus de 10.000 personnes et plusieurs milliers de véhicules franchissent la frontière chaque jour. " Je suis heureux d'annoncer que le Togo est le premier, parmi les pays bénéficiaires du projet, à commencer réellement les travaux de réhabilitation des infrastructures ", a confié le représentant résident de la Banque Mondiale. Il a salué l'engagement du

les aspects techniques de la route Aflao-Hillacondji-Frontière Bénin qui comprend les routes nationales N°2 et N°3, de 52,5 km de long. Elle est classée N°1 par l'UEMOA sur le corridor Abidjan-Lagos et fait partie du réseau communautaire de la CED-CEAO.

Les travaux de réhabilitation et de modernisation de la route Aného-Sanvee Condji-Frontière Bénin (7,76km) sont prévus pour une durée de 11 mois. Ils seront exécutés par le groupement d'entreprises SGTMS/FCOGE. La surveillance et le contrôle seront assurés par le groupement de bureaux COMETE/CAEM. La direction générale des TP assure la coordination et le suivi des travaux.

Ces travaux comportent deux composantes principales dont une

route d'environ 8 km ainsi qu'un pont de 95 m de portée à Adjido, quatre composantes intégrées d'ouvrages connexes. La configuration géométrique desdits ouvrages se présente comme suit : une voie principale d'une chaussée unique en 1x2 voies de 7km de large sur 1,52km, d'une double chaussée en 2x2 voies de 7 m de large sur 4 km. Une voie secondaire urbaine composée d'une chaussée unique en 1x2 voies sur 2,24 km. Ces chaussées seront bordées de trottoirs de 2 m de large de part et d'autre et d'un terre-plein central de 1 à 3 m de large. Il est prévu le dédoublement du pont d'Aného à Adjido par la réhabilitation du pont existant et la construction d'un nouveau pont en béton précontraint de 95 m de portée, et de 30 à 40 m de profondeur, etc. A en croire le minist-

re des TP, toutes les mesures ont été prises en ce qui concerne l'étude d'impact environnemental et social, ainsi que le plan d'action de réinstallation.

Un bonheur ne vient pas souvent seul. Après avoir donné le coup de pioche pour le démarrage officiel des travaux de réhabilitation de la route Aného-Sanvee Condji, le chef de l'Etat s'est rendu au grand marché d'Aného où il a procédé à la coupure du ruban symbolique marquant l'inauguration du grand marché de cette ville. Les commerçants du marché d'Aného ont de vive voix remercié le président de la République qui les a dotés d'un joyau ultramoderne. Elles ont promis d'en prendre soin dans l'intérêt des générations présentes et futures.

Vivien Tchak

29 mai 2009-29 mai 2011

La CVJR fait le bilan

Créée le 25 février 2009 et installée le 29 mai de la même année pour faire la lumière sur les actes de violence de 1958 à 2005, la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) a depuis dimanche dernier 2 ans et est en principe à la fin de son mandat.

Elle a tenu, le 26 mai dernier à son siège à Lomé, une conférence de presse sur le thème " La CVJR, quel bilan deux ans après ? Quelles perspectives pour la réconciliation nationale au Togo ? ". Cette rencontre a permis aux responsables de cette Commission de présenter à la presse les activités menées et celles qui restent à réaliser.

Dans la déclaration liminaire, le premier responsable de la CVJR, Mgr Nicodème Barrigah Bénissan, a rappelé que la Commission n'a pu enclencher la mise en œuvre de son agenda opérationnel qu'à partir de juillet 2010 quand les 8 antennes régionales ont

été ouvertes. Il a fait savoir qu'à la date du 17 décembre 2010, 18571 dépositions ont été recueillies et que cela constitue un motif de satisfaction puisque les évaluations faites par les Nations Unies situent la taille des dépositions recueillies par les Commissions analogues entre 7000 et 20000. De janvier à mai 2011, la Commission a procédé au traitement et à l'analyse des dépositions. Elle a mis à contribution certaines personnalités togolaises (acteurs politiques et de la société civile du premier plan) en vue de permettre à la CVJR de mieux cerner les causes des violences à caractère politique qui ont émaillé l'histoire de notre pays. Après le recueil et l'analyse des dépositions, la Commission a entamé les investigations, une phase consacrée aux recherches approfondies permettant d'analyser les allégations ou déclarations des victimes, des

témoins et des auteurs présumés. La Commission va proroger son mandat de 6 mois pour finir sa mission. Elle prévoit une mission à l'extérieur vers quelques pays où réside une forte communauté togolaise pour impliquer la diaspora au processus. Elle prévoit également des audiences et enfin les réparations. Mgr Barrigah, conscient que partout ailleurs les réparations ont suscité controverse et aigreur, rassure que la Commission tâchera d'en faire un moyen susceptible d'aider à surmonter les injustices du passé et un outil favorisant la réconciliation.

Les difficultés rencontrées par la Commission se résument, selon son président, au contexte socio-politique fait de tension, de méfiance et de suspicions de même qu'aux difficultés liées aux ressources humaines.

D.B



Mondiale, les travaux de réhabilitation de ce tronçon coûtent 9,9 milliard de FCFA.

Selon le représentant résident de la Banque Mondiale au Togo, M. Hervé Assah, l'importance du corridor Abidjan-Lagos n'est plus à démontrer, et son rôle potentiel de catalyseur de la croissance économique et de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest est bien connu. La circulation des personnes et des biens sur les axes de ce corridor, qui relie quelques-unes des capitales les plus dynamiques d'Afrique du point

chef de l'Etat et du gouvernement togolais, s'attaque à la réhabilitation des infrastructures pour rendre fluide le transport et faciliter les échanges commerciaux. M. Assah, a au nom de son institution, remercié les autres partenaires techniques et financiers du Togo qui participent à la réhabilitation de ce corridor.

Dans son discours, le ministre des Travaux Publics, M. Andjo Tchamdja, après avoir salué la politique du développement du chef de l'Etat et les partenaires du Togo pour la confiance renouvelée, a présenté

Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat de l'UEMOA à Lomé

-Pari gagné pour le président Faure -M. Tiémoko Koné Meyliet nommé nouveau gouverneur de la BCEAO

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) étaient à leur 3e Session Extraordinaire le 30 mai 2011 à Lomé. Au menu de la rencontre, la crise ivoirienne, les questions énergétiques, la libre circulation des personnes et des biens au sein de l'espace, les nominations à la tête de la Commission de l'UEMOA et de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la sécurité intercommunautaire, etc.

Dans un communiqué lu par le président de la Commission, M. Soumaïla Cissé, on retient que M. Tiémoko Koné Meyliet, ancien directeur de cabinet du Premier ministre Ivoirien Guillaume Soro et ministre de l'Urbanisme est nommé gouverneur de la BCEAO sur proposition du Président Ivoirien

Laurent Gbagbo. Le sommet de Lomé restaure ainsi le pouvoir de la Côte d'Ivoire dans les domaines économique et monétaires de l'Union.

Concernant la nomination du président de la Commission de l'UEMOA, les Chefs d'Etat et de gouvernement n'ont pas pu se départager; le Sénégal et le Niger, qui disputent le siège ne se sont pas mis d'accord. Il a été demandé au président en exercice du sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de poursuivre les consultations en vue de la nomination du président de la Commission. Le Malien Soumaïla Cissé dont le mandat est arrivé à terme, continuera d'assumer cette responsabilité. Par ailleurs, les chefs d'Etat ont nommé 8 commissaires à raison de un par Etat. Pour

celui du président Alassane Ouattara qui a pris une initiative encourageante pour réconcilier tous les Ivoiriens. A cet effet, une signature de don est intervenue entre le Président Ivoirien et le Président de la Commission de l'UEMOA. Par cette signature, l'UEMOA met à la disposition de la Côte d'Ivoire, une enveloppe de 2 milliards de FCFA, pour le compte de la Commission-Vérité et Réconciliation mise en place et que dirige l'ancien Premier ministre Charles Konan Benny.

Poursuivre l'intégration indispensable.

Dans son discours d'ouverture, le Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, le Président de la République Togolaise, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, après avoir réitéré sa gratitude à ses pairs pour lui avoir fait confiance depuis le 22 janvier 2011 à Bamako, s'est réjoui du dénouement de la crise post-électorale en République sœur de Côte d'Ivoire, géant de l'espace UEMOA. Pour le Président Faure, cette crise ivoirienne est de loin l'événement qui a le plus marqué et bouleversé la vie de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ces derniers mois. Le Président en exercice de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, a félicité les présidents Mahamadou Issifou du Niger et Bony Yayi du Bénin pour leur brillante élection à la tête de leurs pays. Selon le Président Faure, la poursuite du processus d'intégration est

indispensable, en vue de faire face à tous les chocs exogènes. Pour ce faire, les peuples de l'Union doivent s'approprier les idéaux de l'intégration régionale. Le Président Faure a, par ailleurs, souligné l'importance de la paix qui est le premier facteur de développement et d'intégration économique. A cet effet, il préconise un agenda politique pour

c'est la première fois que le président Faure a accueilli une rencontre de telle envergure. Il faut aussi signaler la présence remarquée à ce sommet, du leader de l'UFC, M. Gilchrist Olympio qui est venu soutenir le Président Faure dans ses actions quotidiennes de redressement économique et de paix sociale, un signal fort du succès de la



Alassane Ouattara. Il remplace ainsi M. Henry Tacoury Tabley l'ancien gouverneur, accusé de complicité avec l'ex-président ivoirien

le compte du Togo, il s'agit de M. Barcola Essowé Georges.

La conférence a salué le retour à la normale en Côte d'Ivoire et félicité



l'Union. Il estime que la problématique de la paix, de la circulation des armes légères, de la sécurité transfrontalière et de la démocratie doivent constituer les défis majeurs pour l'UEMOA.

Notons que tous les 8 chefs d'Etat de l'Union ont pris part à ce sommet de Lomé. Un pari gagné pour le Président Faure, quand on sait que depuis son accession à la magistrature suprême en 2005,

réconciliation adressé à l'opinion internationale. Comme quoi, au-delà de l'Union Economique, notre espace a besoin des forces politiques dont les idéaux convergent vers l'intérêt général. Et comme l'a fait remarquer le nouveau président nigérian, l'énergie utilisée pour persécuter dans nos pays doivent plutôt servir pour construire nos jeunes Etats.

Vivien Tchak

La face cachée des relations idylliques entre les Gnassingbé et Fabre

Dans l'interview qu'il a accordée au confrère " Lynx-Info ", le président du FRONT SAGE, Me Jean Déglé lève le voile sur les relations du clan Fabre avec la famille Eyadéma.

Contrairement à ce que veut faire croire Jean-Pierre Fabre à l'opinion, il a existé et existe encore une entente cordiale entre le clan Gnassingbé et la famille Fabre.

Jean-Pierre Fabre nourri à la soupe d'Eyadéma

S'il y a un compatriote de l'opposition au Togo qui devait reconnaître à la famille Gnassingbé, c'est bien le jeune étudiant Jean-Pierre Fabre, devenu leader politique par la volonté de Gilchrist Olympio.

Au Togo, on se souvient comme si c'était hier des relations intimes de feu Eyadéma avec Mlle Franklin qui n'est autre que la maman de Jean-Pierre Fabre ! Mlle FRANKLIN a émarqué dans les largesses connues d'Eyadéma. Elle était de tous les voyages et des grands rendez-vous de la Nation. C'est grâce à l'argent d'Eyadéma que l'étudiant Jean-Pierre Fabre a fait ses études en France. C'est à cause des relations idylliques

avec Mlle Franklin que tous les maris des sœurs de Jean-Pierre Fabre sont nommés ambassadeurs. C'est le cas de MM. KAM Kouassi, professeur de droit international à l'Université du Bénin (UL) nommé ambassadeur, représentant du Togo aux Nations Unies, Lawson Atso, nommé ambassadeur du Togo à Bruxelles et ensuite ministre de la Justice. Tous ces privilèges accordés parce qu'ils ont pour femmes les filles de dame Franklin, une intime parmi les



intimes de Eyadéma. Les relations entre l'illustre disparu et Mlle Franklin étaient telles que d'aucuns pensent que Jean-Pierre Fabre serait un rejeton de

feu Eyadéma!

Jean-Pierre Fabre se souviendra de cet accueil particulier dont il a fait l'objet de la part de notre ambassadeur à Bruxelles lors des discussions sur la crise togolaise. Alors que les membres de la délégation du RPT se contentaient des célèbres frites de Bruxelles, Jean-Pierre Fabre était reçu comme un prince à déjeuner et à dîner à la chancellerie. M. Fambaré NATCHABA ne nous démentira pas.

La grosse enveloppe du mariage de Fabre

Il y a des comportements qui heurtent la morale. Pendant son mariage, alors qu'il se déclarait toujours opposant farouche au système d'Eyadéma, Jean-Pierre Fabre a reçu une grosse enveloppe de ce dernier ; ce qui lui a permis d'organiser un mariage grandiose et un voyage de miel en Europe.

De tout ce qui précède, il ressort que les relations entre le clan Gnassingbé et les Fabre sont réelles. Jean-Pierre Fabre est un opposant radical le jour et modéré les nuits avec les Gnassingbé. C'est son droit.

KAO Victoire

Des journalistes Bitosards togolais chez Yayi Boni

Dans notre dernière parution, nous dénoncions la corruption qui fait rage au sein de la presse privée togolaise. Comme les faits nous donnent toujours raison, nous venons de recevoir une correspondance de Cotonou selon laquelle un groupe de journaliste togolais serait en train de harceler les autorités béninoises pour des affaires bidon en vue de les escroquer des fonds. Selon nos sources, ce groupe de journalistes bien connu au Togo serait porteur de message de soutien et de félicitations au Président Boni Yayi pour sa réélection ! Des journalistes porteurs de message de soutien à un chef d'Etat étranger ? Il faut être journaliste bitosards togolais pour le faire. Le comble, c'est que parmi ces bitosards made in Togo, il y a un responsable d'une association de presse qui ne cesse de mercantiliser la profession. Il serait l'initiateur de l'amaque. Au lieu de moraliser la profession, on préfère l'utiliser comme fonds de commerce au point de ridiculiser le pays à l'étranger.

Et si Etonam avait raison

Il y a deux ans, le porte-parole de l'UJIT (puisque c'est d'elle qu'il s'agit), M. AHIANYON Etonam, attirait l'attention de l'ensemble de la presse sur les dérives au sein de l'association. A la réunion convoquée pour se pencher sur le sujet, le jeune AHIANYON a été réprimandé pour son comportement

Pourtant le jeune posa des problèmes réels que nous étions les seuls à soutenir. Aujourd'hui, on sait à quoi s'en tenir quand il s'agit de nos organisations de presse, particulièrement de l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) où le Secrétaire général arrivé au terme de son mandat refuse obstinément de convoquer l'assemblée générale et passe tout son temps à jouer aux intrigues avec le soutien d'autres confrères. Des comportements que ne cesse de dénoncer " LA DEPECHE CME " au nom des principes journalistiques. Nous ne pouvons pas à tout moment dénoncer la mauvaise gouvernance au sommet de l'Etat alors qu'au sein de nos petites associations nous ne pouvons pas donner l'exemple. A force de s'entêter, ce qui devait arriver arriva. C'est ainsi qu'après le jeune AHIANYON, on annonce la démission du Secrétaire administratif de l'UJIT en la personne de Zeus AZIADOUVO. Nous invitons les responsables de l'UJIT, de la Maison du Journalisme et de l'OTM à retrouver le sens de l'honneur en procédant au renouvellement des structures de ces trois associations pour le bien de la presse privée togolaise. A suivre.

(Lire le facsimilé de la lettre de démission du Secrétaire administratif de l'UJIT à la page 6)

Kao Victoire

Appui au secteur agricole

La banque mondiale met 5.6milliards de FCFA à la disposition du Togo

Dans le cadre du programme de productivité agricole de l'Afrique de l'Ouest, (un Programme qui s'étale sur 10 ans), le Togo vient de bénéficier d'un don de la part de la Banque mondiale d'un montant de 56 milliards de FCFA pour la mise en œuvre du Programme National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire (PNIASA).

Ce don est la contrepartie togolaise dans la mise en œuvre du Projet de Productivité Agricole



en Afrique de l'Ouest qui inclut le PNIASA. La signature de l'accord de financement s'est déroulée jeudi dernier dans la salle de conférence du ministère de l'Economie et des Finances.

Elle a été apposée côté Banque Mondiale par son repré-

sentant résident au Togo, M. Hervé Assah, et côté togolais par le ministre de l'Economie et des Finances, M. Adjé Otèh Ayassor, qui avait à ses côtés, son collègue de l'Agriculture, Kossi Messan Ewovor. Après les signatures des documents, M. Hervé ASSAH a dans son intervention indiqué que la Banque mondiale souhaite participer à la pérennisation de l'agriculture dans la région et que cet appui permettra à notre pays de créer les conditions propices à la coopération sous-régionale en matière de développement, de diffusion et d'adoption de technologies agricoles; de renforcer les capacités en matière de recherche adaptative et de transfert de technologies et appuyer la génération participative, la diffusion et l'adoption accélérée des technologies éprouvées. Pour le ministre Ayassor, les efforts déployés par le gouvernement dans ce secteur sont très encourageants puisqu'il améliorent la croissance économique d'année en année grâce aux partenaires. Il a tenu à préciser que les fonds dont le Togo vient de bénéficier serviront à financer essentiellement le développement et l'accélération de technologies améliorées dans la production des principaux produits agricoles.

D.B

Crise Universitaire

Les étudiants de l'UL crient leur ras-le bol

'Un système d'enseignement (LMD) que enseignants et étudiants ne cement pas, cinq années sans qu'aucun diplôme ne soit livré sur le Campus de Lomé, des conditions d'enseignements précaires... La vie à l'Université de (Lomé (UL) est devenue un calvaire. Un calvaire que ne veulent plus vivre les 40 000 étudiants. Pour ce faire, ils ont déclenché un mouvement de protestation les 25 et 26 mai 2011 sur le Campus pour faire entendre leurs revendications. Dans une plateforme revendicative, les étudiants demandent : l'abandon des pré-requis des unités d'enseignement, le rétablissement de la 4^e année de maîtrise et de la moyenne arithmétique aux examens, la restauration des sessions de rattrapage, une prime d'équipement, etc. Pour le professeur Ahadzi Nonou Koffi président de l'UL, ces revendications pourtant légitimes ne sont pas recevables car elles remettent en cause fondamentalement la réforme LMD. Cela est impossible " car il y a trois ans que le système est entré dans sa phase fonctionnelle. Revenir sur la réforme c'est dire simplement qu'il n'y a plus le système LMD alors que tous les pays de l'UEMOA et de la CAMES ont entrepris cette réforme ". Le président de l'Université de Lomé déclare

que les étudiants ont été associés à la réforme LMD. Ce que réfutent ces derniers. Le président de l'UL est resté muet sur la question de savoir pourquoi pendant cinq ans, l'UL n'a délivré aucun diplôme. En effet, malgré la rigueur du système LMD, il y a eu des surdoués pour réussir à toutes les unités. Ceux-ci n'ont pas eu leur Licence Professionnelle pour s'inscrire en Master.

Des lors, les étudiants n'ont pas tort quand ils déclarent que par le système LMD, les autorités veulent qu'ils vieillissent sur le Campus afin de ne pas venir grossir le lot du marché du travail.

On le voit, nos universités et surtout celle de Lomé sont dans l'impasse. Et à chaque fois que les étudiants (tous appartiennent aux parents pauvres) posent leurs problèmes on leur envoie des Forces de Sécurité qui les aspergent de gaz lacrymogène. Il faut négocier avec les étudiants et trouver des solutions à leurs problèmes qui sont réels car l'élite dirigeante aujourd'hui ne serait pas là où elle est, si elle avait étudié dans les conditions qui sont celles de nos enfants aujourd'hui. On ne peut toujours sous prétexte des difficultés du pays, refuser de faire face aux problèmes des étudiants relève de demain.

Kao Victoire

Crise Libyenne

Le Sénégal, le pont avancé de l'impérialisme occidental en Afrique reconnaît le CNT .Cassamance Benghazi, même combat

Les 25 et 26 mai 2011, s'est tenu à Addis-Abeba, siège de l'UA un sommet extraordinaire sur la crise en Libye.

A ce sommet, les chefs d'Etat africains ont privilégié la réconciliation dans la tradition des Libyens. Malgré la position de l'UA, les puissances occidentales, violant la lettre et l'esprit de la résolution 1973, en continuant leurs frappes sur Tripoli en ne cachant pas leur volonté de tuer le colonel Kadhafi.

WADE reconnaît le CNT

En marge du sommet de l'UA, il y a eu une surprise de taille. La reconnaissance par le président WADE du Conseil National de Transition (CNT), l'instance des insurgés basée à Benghazi. Une reconnaissance qui a surpris les observateurs dans la mesure où les présidents KADHAFI ET WADE étaient les chantres de l'intégration africaine. Une reconnaissance du CNT par WADE surprend d'autant puisque le président WADE lui-même est

confronté à une rébellion vieille d'une trentaine d'années. Le président WADE accepterait-il qu'un pays africain reconnaisse la rébellion casamançaise ?

Cette position de Wade entre dans la tradition des dirigeants sénégalais qui, dans les crises majeures



en Afrique, s'alignent sur les positions des pays occidentaux. C'est pourquoi le Sénégal a été toujours qualifié de pont avancé de l'impérialisme occidental en Afrique.

Des exemples sont légions. Après les indépendances, c'est le Sénégal qui a servi de base pour les interventions françaises en Afrique.

Dans la destruction de la compagnie aérienne Air Afrique, le rôle du Sénégal a été déterminant. Dans l'occupation du Sahara occidental par le Maroc, le Sénégal s'est rangé du côté de la France et des Etats-Unis contre les intérêts légitimes du Polisario. Ce n'est pas tout. Tout près de nous, c'est le Sénégal qui œuvre avec les compagnies occidentales contre les intérêts de la Nouvelle compagnie ASKY, une compagnie créée par les Africains pour les Africains.

On le voit, tous les présidents Sénégalais, de Senghor à Wade en passant par Diouf, ont tous œuvré contre les intérêts africains. Ce qui ne les empêche pas de faire de gros discours sur l'unité du continent.

Kao. Victoire

22 ans après sa mort

La CIA et la France indexées dans l'assassinat du capitaine Sankara

Vingt deux ans après le meurtre du capitaine Noël Isidore Thomas Sankara, le journaliste italien Silvestro Montanaro, dans son documentaire " Ombres africaines " diffusé sur une chaîne de télévision d'Italie, épingle la France, la CIA et plusieurs autres personnalités. Ces révélations apportent de l'eau au moulin de ceux qui réclament toujours la lumière sur l'assassinat du " Père de la révolution burkinabé ", le 15 octobre 1987 dans l'enceinte du Conseil de l'Entente. Elles peuvent aussi et surtout relancer les procédures judiciaires entamées par Mariam Sankara, veuve de l'ancien président burkinabé.

Tend-on vers la vérité sur l'assassinat du capitaine Noël Isidore Thomas Sankara, illustre président burkinabé tué le 15 octobre 1987 à Ouagadougou ? Sa famille, ses partisans et autres défenseurs des droits de l'Homme veulent bien le croire avec la diffusion du documentaire " Ombres africaines " du journaliste italien Silvestro Montanaro. Dans ce reportage, des révélations fracassantes font état de nouvelles implications de puissances occidentales (France, CIA) et de personnalités africaines dans la mort du jeune défunt président.

" Ombres africaines " tente de faire vivre aux télespectateurs, les dernières heures au pouvoir de Thomas Sankara. Il joue sur des propos d'acteurs de premier plan de l'époque : Jewel Howard Taylor, sénatrice et ex-femme de Charles Taylor ; Momo Jilba, actuel général. ex-chef de camp de Charles Taylor ; Cyril Allen, ancien responsable du National Patriotic Front of Liberia (NPFL, ancien parti du président Taylor et actuel président de la Compagnie pétrolière nationale du Liberia ; Prince Johnson, ancien chef de milice durant la guerre civile libérienne, aujourd'hui sénateur ; Marcus Dahm, actuel ministre des Postes et télécommunications, historien, et Moses Blah. ancien vice-président du Liberia. Tous voient dans

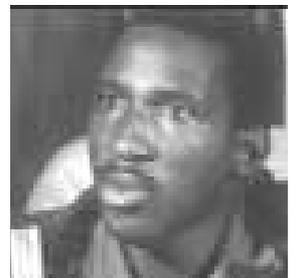
la mort de Thomas Sankara le résultat d'une " intrigue internationale " impliquant la France, la CIA, Blaise Compaoré et Gilbert Diendéré, respectivement actuel président et chef de l'état major au Burkina et d'autres personnalités.

" Yahya Jammeh, l'actuel Président de la Gambie, Blaise Compaoré, Thomas Sankara, Domingo Guengueré, et Foday Sankoh (...) ont tous été entraînés dans une localité libyenne et ils étaient tous amis. (...) Ce furent eux qui organisèrent la révolution au Burkina Faso fièrent de Sankara son président. Il devient président et commence à appliquer son programme et à gouverner. Mais ensuite les Américains infiltrèrent le mouvement africain de libération aussi pour renverser Thomas Sankara qui (...) parlait de nationaliser les ressources de son pays pour les utiliser en faveur de son peuple ", avoue Cyril Allen, dans son témoignage.

Charles Taylor, actuellement accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité n'est pas du reste. Jugé par le Tribunal Spécial pour la Sierra Leone (Tss) à La Haye (Pays-Bas), ce dernier aurait été " libéré " dans les années 1980 de la prison fédérale du Massachusetts par la CIA. " Sa principale mission était d'aider les Etats-Unis à renverser Samuel Doe, ancien président libérien mais aussi d'infiltrer des mouvements progressistes en Afrique, dont celui des Sankaristes qui avait le vent en poupe au Burkina Faso ", peut-on comprendre dans " Ombres africaines ". " Blaise Compaoré, Charles Taylor et l'actuel président du Tchad, Idriss Déby, se sont retrouvés en Mauritanie et en Libye et ont discuté (...) du problème Sankara, et ce qui fut clair pour tous est que nous voulions utiliser le Burkina comme base, Sankara devait être éliminé. Blaise Compaoré deviendrait président et allait nous aider ", révèle, pour sa part, Momo Jilba, ex-chef de camp de Charles Taylor.

Kadhafi aidait Taylor, mais aussi la France envoya l'un de ses hommes pour dire qu'elle avait appuyé le coup d'Etat (...). Alors Blaise dit à Guengere, il est alors commandant des forces armées au Burkina Faso, de réunir un groupe de commandos fiables au Burkina Faso et Taylor fournit d'autres hommes et firent le coup d'Etat ", a-t-il conclu. Jewel Howard Taylor, ex-épouse de Charles Taylor, pense quant à elle que l'ancien seigneur de guerre devenu président du Libéria avant d'être chassé, peut jouer sur des dossiers en sa possession pour sortir blanchi de son procès. " Il est susceptible de parler d'avantage pour dénoncer d'illustres personnalités ", avertit-elle.

Mais, des critiques ont décortiqué



des contrevérités dans les propos recueillis dans ce documentaire. Depuis longtemps, plusieurs sources ont attesté que Thomas Sankara a été tué en milieu d'après-midi avec douze de ses proches dans l'enceinte du Conseil de l'Entente. Certains témoignages dans " Ombres africaines " parlent d'une mort survenue à la tombée de la nuit sous les halles tirées à bout portant par Blaise Compaoré. Ce dernier, numéro 2 de la révolution à l'époque, n'a jusqu'alors été jamais cité comme présent sur les lieux du crime. De même, dans ce documentaire, Gilbert Diendéré est désigné sous le nom de " Guengere ".

Source : Africscoop

Les 10 Africains les plus riches

Dans le dernier classement Forbes des milliardaires figurent peu d'Africains. Et parmi les 10 premiers, 3 pays seulement : Nigeria, Afrique du Sud, Egypte.

Comme chaque année, le magazine américain Forbes a publié son classement des milliardaires (en dollars) dans le monde, parmi lesquels on compte 14 Africains.

Des hommes d'affaires qui, en un peu plus de dix ans, sont parvenus à s'introduire dans le cercle très fermé des grandes fortunes mondiales, et ce malgré l'appauvrissement croissant des populations du continent noir.

Au cours de cette décennie, un grand nombre de méga-entreprises ont vu le jour en Afrique. Mais une poignée d'Africains, issus de familles de haut rang, ont su s'imposer sur les marchés de l'immobilier, des mines de diamants, du pétrole ou des télécommunications, assurant leur avenir économique et de fait, celui de l'Afrique.

Il faut noter le particularisme africain : l'absence de statistiques ou d'équivalent au classement du magazine Forbes. Il y a les fortunes certifiées, celles que l'on peut établir sur des comptabilités précises et transparentes. Et les autres, celles que l'on nomme les "richesses informelles". Des personnalités comme Abba Abacha au Nigeria et autres chefs d'Etat échappent à tous les radars et fuient toute visibilité.

Dans le top 20 des milliardaires, on compte huit Américains, deux Français, un Suédois, deux Indiens, un Espagnol, un Brésilien, un Canadien, un Mexicain, un Allemand, un Chinois, un Russe.

Les 1.210 personnalités présentes sur cette liste représentent 4.500 milliards de dollars (3.180 milliards d'euros), le record de cette année 2011.

Classement des 10 Africains les plus riches : 10. Yasseen et Youssef Mansour, Egypte

A 49 ans (Yasseen) et 65 ans (Youssef), les deux frères Mansour rentrent pour la première fois dans la liste de Forbes. Ils arrivent ex aequo à la 692e place avec une fortune estimée pour chacun à 1,8 milliard de dollars (1,27 milliards d'euros).

Connu sous le nom de "Baba Mansour", Youssef Mansour, le plus âgé des trois frères, est à la tête de Métro, la plus grande chaîne de supermarchés égyptiens, l'une des seules à perdurer depuis les émeutes. Il consacre une partie de son temps à lutter contre l'analphabétisme et à promouvoir l'éducation, et reste pour sa famille la pierre angulaire.

Comme Youssef Mansour, Yasseen Mansour, le plus jeune des frères, est diplômé de l'université de Washington. Il dirige la Palm Hills Développements (PHD), le deuxième plus grand promoteur immobilier d'Egypte. Spécialisé notamment dans la

construction des villas de luxe et de centres commerciaux.

9. Nike Adenuga, Nigeria
Bien loin derrière son compatriote nigérian Aliko Dangote, Nike Adenuga, à 58 ans, culmine à la 595e place du classement Forbes, avec 2 milliards de dollars (1,4 milliard d'euros) provenant de la banque, du pétrole ou de ses actions dans des entreprises de télécoms. Il fait ses études aux Etats-Unis avant de se lancer dans les transactions immobilières.

A 26 ans, il est déjà millionnaire en distribuant la marque Coca-Cola. Il fonde Globacom, un groupe de télécoms qui rassemble 13 millions d'abonnés et qui récemment a investi dans la construction de câbles internet sous-marins pour joindre le Nigeria au reste du monde. Il préside également Conoil, une compagnie pétrolière du Niger, et détient des parts dans l'Equatorial Trust Bank.

8. Mohamed Mansour, Egypte
A 63 ans, Mohammed Mansour rentre avec ses trois frères Mansour (Youssef et Yassen Mansour) dans le classement Forbes : il apparaît à la 595e place (ex aequo avec le Nigérian Nike Adenuga). Sa fortune est estimée à 2 milliards de dollars (1,41 milliard d'euros).

Après des études d'ingénieur et de commerce aux Etats-Unis, il profite des liens qu'il a tissés pour introduire des marques américaines sur le marché égyptien telles que Caterpillar, Chevrolet ou encore Marlboro. Les Mansour ont diversifié leurs activités en se lançant par exemple dans la grande distribution et en créant leur propre chaîne de supermarché : Métro. Il a par ailleurs été ministre des Transports en Egypte entre 2005 et 2009.

7. Onsi Sawiris, Egypte
Le chef patriarcal de la famille égyptienne Sawiris n'est plus le plus riche d'entre eux. A 81 ans, sa fortune culmine à 2,9 milliards de dollars (2,05 milliards d'euros), faisant de lui le 393e homme le plus riche de la planète. Il reste le Fondateur du conglomérat Orascom, dont ses trois fils gèrent les différents domaines de construction, de télécommunications, de tourisme, de science et technologie et de l'industrie.

6. Patrice Motsepe, Afrique du Sud.
A 50 ans, l'ancien avocat en droit minier, Patrice Motsepe est devenu le premier noir milliardaire d'Afrique du Sud. Avec 3,3 milliards de dollars (2,33 milliards d'euros), il devient le 336e homme le plus riche de la planète.

Patrice Motsepe a su profiter des cours avantageux des matières premières dans les années 2000. Parvenu à la tête du conglomérat Africain Rainbow Minerals, il s'est spécialisé dans le droit minier et il est devenu le premier associé noir au sein du cabinet Bowman Gifillan à

Johannesburg. Patrice Motsepe est reconnu pour avoir progressivement racheté des puits de mines d'or boudées par les grands groupes d'exploitation, pour en augmenter la productivité en utilisant un style de gestion à rentabilité faible.

5. Naguib Sawiris, Egypte
Le fils d'Onsi Sawiris et frère aîné de Samih Sawiris et Nassef Sawiris, est à 56 ans, la 310e fortune du monde selon Forbes. Né en Egypte au Caire, il a fait ses études en Suisse et a rejoint le groupe Orascom fondé par son père en 1979.

Sa fortune, aujourd'hui évaluée à 3,5 milliards de dollars (2,47 milliards d'euros), est le résultat du développement de la branche télécommunications du groupe Orascom et d'Orascom Telecom Holding dont il est l'actuel président et qui contient des opérateurs égyptien, algérien, italien et tunisien.

4. Johann Rupert, Afrique du Sud

A la 219e place du classement de Forbes, Johann Rupert 60 ans, est la deuxième plus grande fortune d'Afrique du Sud, évaluée à 4,8 milliards de dollars (3,39 milliards d'euros). Il est d'abord banquier puis incite l'entreprise Rembrandt, appartenant à son père et jusqu'alors spécialisée dans les vins et le tabac, à s'intéresser au domaine du luxe. Il devient actionnaire principal et

prend la tête du groupe suisse Richemont en 1988, qui comprend les marques Cartier, Dunhill, Montblanc et Chloé. Il possède par ailleurs deux des vignobles les plus connus d'Afrique du Sud : Rupert & Rothschild et L'Omarins. Dernièrement, il s'est intéressé à la multinationale Shell, la compagnie pétrolière.

3. Nassef Sawiris, Egypte
A 50 ans, le fils d'Onsi Sawiris et frère cadet de Naguib Sawiris devient le plus riche de la famille. Né au Caire en Egypte, il a fait ses études à l'université de Chicago aux Etats-Unis où il a reçu son diplôme d'économie. Sa fortune estimée à 5,6 milliards de dollars (3,96 milliards d'euros) provient pour l'essentiel du groupe Orascom Construction Industries (OCI Group), spécialisé dans la fabrication de ciment et les constructions immobilières. En décembre 2007, Orascom a cédé son activité au français Lafarge, leader mondial du secteur. Cette transaction valorisée à 8,8 milliards d'euros a fait de Nassef Sawiris le deuxième actionnaire du groupe français et le 182e homme le plus riche de la planète.

2. Nicky Oppenheimer, Afrique du Sud
Diplômé d'Oxford, à 65 ans, l'homme le plus riche d'Afrique du Sud avec 7 milliards de dollars (4,95 milliards d'euros) a constitué sa fortune essentiellement

dans l'exploitation de mines de diamants. Il est aujourd'hui à la 136e place dans le classement mondial de Forbes.

Après ses études, il rejoint la société minière de son père, la Anglo American Corporation implantée à Londres. Il revient à Johannesburg en 1975, et intègre De Beers, une entreprise spécialisée dans l'extraction de diamants. Il en prend la direction en 1978, et ouvre plusieurs joailleries dans le monde, dont une aux Galeries Lafayette à Paris.

1. Aliko Dangote, Nigeria
Nigérian de 53 ans, on estime qu'Aliko Dangote s'est constitué une fortune de 13,8 milliards de dollars (9,75 milliards d'euros). Sa compagnie, Dangote Cement, le plus grand fabricant de ciment du continent, possède des usines en Zambie, en Tanzanie, au Congo et en Ethiopie, et des terminaux de ciment en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et au Liberia.

Classé 51e dans la liste de Forbes, Aliko Dangote est tout simplement l'homme le plus riche d'Afrique. Spécialisé dans la production et l'exportation de ciment, le groupe Dangote a des intérêts dans le sucre, la farine, le textile, l'immobilier, le pétrole et le gaz. Par rapport à 2010 Aliko Dangote aurait augmenté sa fortune de plus de 500%.

Source : slate.fr

Culture

Le BUTODRA a 20 ans

Créé depuis le 10 juin 1991, le Bureau Togolais du Droit d'Auteurs (BUTODRA) en plus de promouvoir et de protéger les œuvres des artistes contre toute forme de contrefaçon et de piraterie, œuvre aussi à permettre à l'artiste de vivre des retombées et fruits provenant de l'utilisation de son œuvre ou produit. En prélude à la célébration de ses 20 ans d'existence, les responsables ont tenu hier mardi 31 mai 2011 au siège de l'institution à Lomé, une conférence de presse. Il s'agissait pour eux de présenter aux médias le programme des activités devant marquer les 20 ans du BUTODRA.

Dans son intervention, M. Idrissou Traoré Aziz, directeur général après avoir rappelé que le BUTODRA a été créé dans le but de soutenir les artistes et les aider à mieux vivre de leurs œuvres, a souligné que son institution en plus de son combat pour la promotion de l'œuvre artistique en général, intervient dans l'appui des artistes inscrits en difficulté. Le BUTODRA perçoit des redevances auprès des usagers des œuvres à des fins publiques qu'il verse deux fois par an aux artis-

tes bénéficiaires dont les œuvres sont reconnues être utilisées ou diffusées largement. En plus de cela, il mène des actions contre la piraterie des œuvres surtout nationales, par le démantèlement, la poursuite des réseaux de pirates et le

2011, il est prévu une cérémonie de remise de diplômes aux membres du bureau, des séminaires et ateliers à l'endroit des journalistes et des artistes. L'apothéose des manifestations sera marquée par un concert géant qui connaîtra la participa-



dédommagement des artistes. Il appuie des séminaires et ateliers de formation dans le cadre d'une meilleure professionnalisation du métier d'artiste. Une subvention annuelle de 10 millions de FCFA est octroyée par l'Etat au BUTODRA pour assurer son fonctionnement. Au menu des activités qui se dérouleront du 8 au 10 juin

tion de nombreux artistes. 2015 artistes sont actuellement inscrits au BUTODRA. Il faut rappeler que cette institution collabore étroitement avec les associations et syndicats d'artistes et l'FOAPI (Organisation Africaine pour la Propriété Intellectuelle).

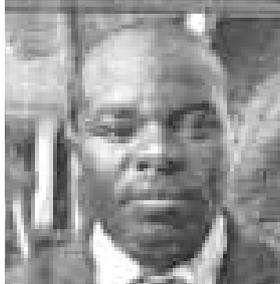
Simplice BAM

Lettre de démission de M. Zeus AZIADOUVO, secrétaire administratif de l'UJIT



Ces assassinats qui inquiètent

Le 16 avril 2011, on apprenait l'assassinat des frères Gbéka Tatah Koffi Georges et Gbéka Edem Anku Edouard, respectivement Inspecteur des assurances au ministère de l'Economie et des Finances et Instituteur à l'EPP Hihéatro2.



M. Gaston Vidada

Le jeudi 26 mai 2011, on apprend encore l'assassinat du président de l'Union des Forces de l'Avenir (UFA), M. Gaston Vidada, un dissident du parti OBUTS de Agbéyomé Kodjo. C'est après avoir tenté en vain de dissoudre son ancien parti qu'il a fini par créer l'UFA, la justice ayant tranché en faveur de M. Agbéyomé Kodjo. Contrairement aux Agbéka, la mort du président de l'UFA n'a pas fini de faire couler beaucoup d'encre et de salive.

Chacun y va de son commentaire. La presse nationale s'est même substituée à la police judiciaire. A qui profite le crime, lit-on ici et là à travers les colonnes des journaux. Dans la foulée, les révélations d'un confrère ont retenu notre attention. " Gaston Vidada ne vit qu'avec un de ses cousins, sans femme, ni enfant à son domicile ", lit-on dans les colonnes du confrère. Un responsable politique, président d'un parti politique et aspirant à devenir président de la République, mène une vie dans



M. GBEKA Georges

une banlieue de Lomé sans aucune mesure de sécurité pour sa personne ? Et le confrère de poursuivre, " Il entretenait une relation amoureuse avec une femme dont le mari lui aurait préféré

des menaces de mort. Des témoins l'auraient vu avec cette dame le soir du crime". Loin de nous l'idée de justifier le crime, mais si ces allégations venaient



M. GBEKA Edouard

à être vérifiées, ces pistes ne doivent pas être négligées. Ce crime peut ne pas avoir des origines politiques. Il faudrait remonter donc dans la vie de l'homme.

Les autorités doivent user de tout ce qui est de leurs prérogatives pour démasquer ces présumés assassins. On ne peut pas impunément assister à ces genres de crimes sur la Terre de nos Aïeux, sans que les auteurs ne soient démasqués et traduits en justice. C'est l'image de notre pays et de nos dirigeants qui en pâtit.

Vivien Tchak

Avis de décès

Le chef Canton de Babou
Monsieur BABALE Tamosso Désiré, Doyen de la famille BABALE, son épouse et ses enfants à Lomé et en France.
La famille BABALE à Badou, à Kara, à Atakpamé, à Lomé et en Côte d'Ivoire,
La famille TCHAKPALA à Tchitchao et à Lomé
Les familles parentes, alliées et amies
Ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur très cher et regretté:



BABALE Badoum Malinégue, ancien planteur de café-cacao à Zoogbégan rappelé à Dieu le 21 mai 2011 à l'âge de 81 ans à Badou
Vous renouvelent leurs sincères remerciements et vous prient de bien vouloir assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront suivant le programme ci après :

Programme des obsèques

Vendredi 03 juin 2011
20 H 00 : veillée de prières et de chants traditionnels au domicile du défunt à 100 mètres du CEG Yadi-Bohou côté Est
Samedi 04 juin 2011
05 H à 08 H : Exposition du corps au domicile du défunt
08 H à 10 H : Cérémonies mortuaires traditionnelles
10 H 30 : Inhumation dans l'intimité familiale
Dimanche 05 juin 2011
08 H 00 : Suite des cérémonies d'usage
Les salutations d'usage seront reçues au domicile du défunt

Litige foncier à Agoè Assiyéyé

Le chef canton de nukafu fait démolir trois maisons

Ce pas seulement les inondations qui privent les Loméens de leur maisons. Il ya aussi des hommes qui font la misère à leur semblable. En effet, depuis le 10 mai 2011, MM. Agbago, Atisso, et Mme Atipoukou qui ont acquis des lopins de terre à Agoè Assiyéyé depuis plus de 20 ans ont vu leur maisons démolies. Pour cause, un différend leur opposé au chef canton de Nukafu, qui se réclame propriétaire du domaine. Alors que l'affaire est pendante devant la justice, un huissier de justice aurait ordonné la démolition des maisons sans que la justice ne donne sa décision. Nous reviendrons plus en détail sur cette affaire dans nos prochaines parutions.

T.V.

Développement à la Base

-Tout pour le Sud, rien pour le Nord -Kétao, le premier marché du Togo oublié

Le gouvernement, à travers le ministère du Développement à la Base, a entrepris depuis quelques années des projets socio-économiques en faveur des communautés à la base. On notera au passage le Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements comprenant plusieurs volets et la construction des marchés modernes dans les chefs-lieux de préfectures, de cantons et de villages. C'est ainsi que des villes comme Kpalimé, Vogon, Aného, etc. et même un petit village comme Badougbe ont été dotés de marchés modernes et d'électricité par le gouvernement à travers le ministère du Développement à la Base. Le grand oublié de cette politique de développement à la Base c'est le Grand Nord et particulièrement le premier marché du Togo. Carrefour commercial national, régional et international, le marché de Kétao dans la préfecture de la Binah a été depuis l'époque coloniale et demeure le premier centre commercial du Togo. Ce marché approvisionne les autres marchés du septentrion en produits divers et les pays comme le Ghana, le Bénin et le Nigeria.

Aujourd'hui, ce marché est dans un état piteux, délabré, sans que personne ne se soucie. Les populations de Kétao et de ses environs s'interrogent sur le sort réservé à leur marché dont le poids économique n'est pas négligeable.

C'est le lieu d'interpeller le gouvernement à tenir compte de la géopolitique dans ses actions

Crise Libyenne

Zuma sauve l'honneur

" L'Afrique défaitiste, l'Afrique sans dignité " Tels sont les adjectifs pour qualifier l'attitude des 53 pays Africains incapables de relever la tête et dénoncer l'arrogance des puissances occidentales qui se croient tout permis quand il s'agit de honnir l'Afrique. Sinon comment comprendre qu'un des pays de l'UA soit attaqué et que le reste de l'Union ne dise rien. Peut-on concevoir qu'un membre de l'UE soit attaqué sans que les 26 autres pays ne viennent au secours ? Impossible. Face à ce qui se passe avec la Libye depuis son invasion le 19 février 2011 par les forces occidentales, aucun pays ne s'est indigné. Que diront les Nkrumah, Sékou Touré, Ben Bella, Nasser et autres

de développement comme c'était le cas à l'époque de feu général Eyadéma, de peur de susciter chez certaines populations le sentiment d'être des laissés pour compte de la politique de rénovation et de réconciliation de Faure, dotant puisque dans le Rapport du PNUD, tout le Nord est une zone sinistrée.

K.V. & T.V.

nationalistes africains qui ont versé leur sang pur pour les indépendances. S'ils se réveillaient, ils n'auraient pas de mot pour qualifier la trahison dont font preuve leurs successeurs face aux éternelles forces d'oppression en Afrique.

Face à l'oppression dont fait l'objet la Libye, un seul leader africain a sauvé l'honneur. Il s'agit de Jacob Zuma de l'Afrique du Sud. Au terme d'un voyage qu'il vient d'effectuer en Libye, il a accepté de prendre la tête de la dénonciation des frappes occidentales en Libye. Sa prise de position console l'Afrique blessée et endeuillée par la méchanceté de l'homme blanc.

Kao victoire

GRAND HÔTEL DE LOMÉ

UN JOYAU À DÉCOUVRIR



Grand Hôtel de Lomé

Avenue de la Chance-Bretelle de Bè-Klikamé

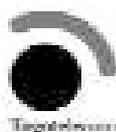
Face Directions Togocel & LONATO

Tél: (+228) 251 70 03 / 048 76 25 / 905 58 79;

Fax: (+228) 225 07 93;

Email: ghlsafiahouse@yahoo.fr

SPÉCIALE PROMO HELIM POUR TOUS



HELIM

L'INTERNET HAUT DÉBIT PAR TOGO TELECOM

**Partagez
vos émotions**



1 forfait offert*
pour test à chacun des
5000 premiers clients
* forfait test valable pour quinze (15) jours

Solutions Internet "HELIM Fixe" de 128 Kb/s à 512 Kb/s	
CLIENTS	FRAIS ACCÈS
du 1 ^{er} au 3000 ^{ème}	GRATUIT
du 3001 ^{ème} au 5000 ^{ème}	12 000 F CFA

Pour tout renseignement complémentaire, rendez-vous dans nos Espaces Telecom
Service client : 112 (gratuit) ou par email (Derangement : 119 (appel gratuit))

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

HOTEL SHERATON-KARA



***CHEZ NOUS , VOUS
ETES CHEZ VOUS***

**Côte Ouest, Village SOS-Kara
Téléphone : 661 03 61/232 94 00**